

## LE FILM FRANCAIS – Vendredi 22 novembre 2019

### SPFA : L'emploi dans l'animation se maintient à un haut niveau en 2018

L'emploi dans le secteur de l'animation française reste à un haut niveau, se félicite le SPFA, après les chiffres dévoilés par Audiens à l'occasion des **Rencontres Animation Formation d'Angoulême**.

La masse salariale de l'animation française est à 162 M€ en 2018 (-7%), un niveau qui reste élevé après trois ans de fortes hausses (+67% entre 2014 et 2017), souligne le Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA). Ce dernier précise que la masse salariale est en progression par rapport à 2017, "en neutralisant les effets des primes de résultats versés au titre de certains longs métrages, qui sont par essence variables d'une année à l'autre et dépendantes du calendrier de sorties de ces films".

Pour le syndicat, ces bons résultats sont dus aux productions françaises et étrangères, "qui ont recours au savoir-faire artistique et industriel des studios hexagonaux". Ce haut niveau "démontre pleinement l'efficacité des différents crédits d'impôt modifiés par le Parlement en 2014 et 2015 (crédit d'impôt cinéma et audiovisuel, crédit d'impôt international), et de la réforme du Fonds de soutien à la production audiovisuelle d'animation du CNC, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016".

Il appelle donc le CNC "à contenir la nouvelle baisse du point minute annoncée pour 2020 afin de limiter les impacts sur l'emploi".

Avec plus de 7 400 salariés en 2018, le nombre d'employés du secteur est, quant à lui, stable par rapport à l'année précédente, alors qu'en quatre ans, ce sont 2 000 emplois qui ont été créés dans le secteur de l'animation française.

"Le nombre d'heures travaillées atteint 6,7 millions en 2018, en hausse de 4% par rapport à 2017. Le volume d'activité des salariés actifs dans le secteur a donc progressé. Près des deux tiers des salariés en CDDU ont ainsi totalisé plus de 500 heures en 2018 et 40% plus de 1 000 heures. La part des salariés en CDDU réalisant moins de 500 heures est en baisse de 4 points d'une année à l'autre (de 38 à 34%)", ajoute le syndicat, qui note que le secteur reste "marqué" par une forte présence des jeunes actifs (deux tiers des techniciens en CDDU et 55% du personnel en CDI ont moins de 40 ans).

Le secteur poursuit également sa féminisation, les femmes représentant 37% des effectifs en 2018, contre 35% en 2017, et 36% du nombre d'heures travaillées (+ 2 points) et 33% de la masse salariale du secteur (+ 2 points). Elles représentent aussi, parmi les primo-entrants, 45% des effectifs.

L'étude montre que l'activité est majoritairement implantée en Île-de-France, mais qu'elle continue de croître dans les autres régions (Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France, Occitanie ou encore Auvergne-Rhône-Alpes), où la masse salariale du secteur atteint près de 25%. Une croissance qui s'explique par "la multiplication des créations de studios dans les régions et le renforcement en personnel des studios existants".

Pour le SPFA, "cette dynamique forte de l'emploi est le résultat du volontarisme des producteurs indépendants à prendre pleinement le risque de la relocalisation sur le territoire français d'une partie importante de la fabrication des œuvres, et du soutien des pouvoirs publics au niveau national et local. Elle risquerait d'être freinée brutalement en cas de changement réglementaire, mettant en cause un modèle fondé sur la production indépendante qui a démontré son efficacité et sa pertinence au niveau international en faisant de la France le 3<sup>e</sup> acteur mondial. Elle pourrait au contraire être renforcée durablement par le biais d'une transposition ambitieuse de la directive SMA qui va faire entrer les plateformes dans le périmètre de la réglementation française".

**Océane Le Moal**